

Questions orales

M. Broadbent: Madame le Président, le ministre devrait donner cette réponse aux 85,000 familles qui vont bientôt perdre leur maison.

* * *

L'ÉCONOMIE

ON DEMANDE AU MINISTRE D'ORDONNER AU GOUVERNEUR DE LA BANQUE DU CANADA D'ADOPTER UNE POLITIQUE TENDANT À FAIRE BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'aimerais maintenant poser une question à notre souriant ministre des Finances. Le gouverneur de la Banque du Canada a prévenu les Canadiens dernièrement qu'ils devaient s'attendre à ce que les taux d'intérêt restent élevés dans l'immédiat en dépit de la légère baisse enregistrée récemment, car telle était la politique qu'il entendait suivre.

Ma question est très simple. Étant donné que les libéraux ont promis lors de la dernière campagne électorale qu'ils allaient faire baisser les taux d'intérêt, le ministre va-t-il ordonner au gouverneur de la Banque du Canada d'adopter immédiatement une politique en ce sens sous peine de se voir licencié?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, s'il est vrai que je souriais à l'instant, la question du député a de quoi me faire perdre mon sourire et indisposer quiconque s'intéresse vraiment aux problèmes économiques actuels et souhaite les régler concrètement et non pas dans l'abstrait. Je n'ai pas besoin de dire au député que ce n'est pas en renvoyant le gouverneur de la Banque du Canada que l'on va réussir à faire diminuer rapidement les taux d'intérêt.

M. Crosbie: Renvoyez le gouvernement.

M. MacEachen: Au cas où il ne le saurait pas, le meilleur moyen de réduire...

M. Crosbie: Nous voulons des élections!

M. MacEachen: ... les taux d'intérêt, c'est de réduire le taux d'inflation. C'est précisément le raisonnement que tient le gouverneur de la Banque du Canada. J'ose espérer qu'un jour le député va finir par le comprendre.

M. Broadbent: Madame le Président, la réponse du ministre prouve que les libéraux ont une fois de plus failli à l'une de leurs promesses.

L'ABSENCE DE MESURES LÉGISLATIVES POUR FAIRE FACE À LA SITUATION ÉCONOMIQUE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'aimerais maintenant poser au premier ministre une question qui n'a absolument rien à voir avec les usages budgétaires. Pendant les trois mois de vacances parlementaires, il y a eu un nombre record de faillites de petites entreprises, les agriculteurs ont continué de perdre leur ferme, le nombre des chômeurs a augmenté de 100,000 en un mois. Sur tous les tableaux, c'est le désastre économique. Le premier ministre

pourrait-il nous dire pourquoi nous revenons cette semaine sans qu'on nous présente un seul projet législatif nouveau pour faire face à la crise économique qui sévit?

● (1440)

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député parle des performances économiques. Dans la première réponse que j'ai donnée aujourd'hui, j'ai dit effectivement qu'un grand nombre de nos citoyens et de nombreuses catégories sociales souffrent de l'inflation que le gouvernement essaie de combattre, et que dans les mesures économiques à venir, nous nous efforçons comme par le passé d'atténuer les difficultés des plus défavorisés. Je n'ai pas à rappeler au député que nous avons augmenté le supplément de revenu garanti des personnes âgées, etc. Il est intégralement indexé.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'est entièrement épongé!

M. Trudeau: Entièrement épongé? Le député ne se rend pas compte qu'il est intégralement indexé et que ces pensions augmentent avec l'inflation. C'est le propre de l'inflation que certains soient plus durement atteints que les autres. Voilà pourquoi nous avons présenté et nous continuerons de présenter des mesures pour les aider. Cependant, je ne pense pas que le député trace un tableau fidèle de la situation quand il part de certains indicateurs concernant les personnes sévèrement défavorisées pour tirer des conclusions sur les performances générales de l'économie. J'ai dit au chef de l'opposition que dans les neuf premiers mois de l'année, la croissance réelle était passée à 6.3 p. 100. C'est plus qu'aux États-Unis, qui sont bien en deçà.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Non, non, je sais. Si le député me demande d'aller dire cela à celui qui vient de perdre son emploi ou qui est en train de perdre sa maison, ce sera une bien piètre consolation. Je tiens simplement à lui expliquer qu'au lieu de dire que l'économie va mal, il devrait dire qu'elle va mal pour certains, pas pour les Canadiens...

Une voix: Pour la plupart!

M. Clark: Vous vous en tirez bien, Pierre.

M. Baker (Nepean-Carleton): Et Chénier, vous ne vous en tirez pas mal non plus.

M. Trudeau: Voilà, madame le Président, je trouve qu'en ce premier jour de séance, nous donnons un mauvais exemple aux pages que Votre Honneur a accueillis si chaleureusement.

M. Baker (Nepean-Carleton): L'exemple, c'est vous!

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre. J'ai prévenu les pages ce matin qu'il y a des jours houleux à la Chambre.

Des voix: Oh, oh!